POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉLIT D'INITIÉ

Objet

Fournir des directives concernant les transactions sur les valeurs mobilières de Waste Management, Inc. (désignée ci-après la « Société »), promouvoir le respect des lois sur les valeurs mobilières et préserver la confidentialité des informations sensibles non publiques de la Société.

Politique

Interdiction du délit d'initié

Comme le précise la présente politique, aucun administrateur, dirigeant ou employé de la Société, ni aucun membre de leur famille respective (telle que définie ci-dessous), ne peut négocier des valeurs mobilières de la Société à moins d'être certain de ne pas détenir d'informations sensibles non publiques. Et aucun administrateur, dirigeant ou employé de la société ne peut divulguer ces informations à d'autres personnes susceptibles de les utiliser à des fins de négociation ou afin de les transmettre à d'autres personnes susceptibles de les utiliser à des fins de négociation.

Les dispositions anti-fraude des lois fédérales sur les valeurs mobilières interdisent généralement aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés de la Société et de ses filiales, ainsi qu'aux membres de la famille (tels que définis ci-dessous) de ces administrateurs, dirigeants et employés, qui possèdent des informations sensibles non publiques, de négocier des valeurs mobilières sur la base de ces informations ou, plus généralement, alors qu'ils sont en possession de ces informations. De plus, il est illégal pour toute personne en possession d'informations sensibles non publiques de fournir ces informations à d'autres personnes ou de leur recommander d'acheter ou de vendre ces valeurs mobilières, même si l'employé, le dirigeant ou l'administrateur ne tire aucun profit de la négociation. Les personnes qui enfreignent ces interdictions s'exposent à des sanctions en matière civile et pénale. Les sanctions civiles qui peuvent être imposées consistent en la restitution de tout profit illicite et en une amende pouvant aller jusqu'à trois fois le profit réalisé ou la perte évitée. Les sanctions pénales encourues par les personnes qui violent les interdictions peuvent aller jusqu'à 5 millions de dollars d'amende et 20 ans d'emprisonnement par infraction. De plus, la divulgation prématurée d'informations sensibles non publiques peut causer un préjudice important à la Société et constituer un motif de congédiement immédiat et motivé.

Personnes assujetties à cette politique

La présente politique s'applique à tous les administrateurs et dirigeants de la Société et à tous les employés des filiales de la Société. Cette politique s'applique également à tous les membres de la famille qui résident avec un administrateur, un dirigeant ou un employé et à toute personne dont les transactions sur les valeurs mobilières de la Société sont sous l'influence ou le contrôle d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un employé (désignés collectivement ci-après, les « membres de la famille »). La Société peut également décider que la présente politique s'applique aux entrepreneurs ou aux consultants qui ont accès à des informations sensibles non publiques.

Transactions relevant de la présente politique

La présente politique s'applique à toute transaction impliquant l'achat ou la vente d'une valeur mobilière de la Société, y compris les actions ordinaires de la Société, les options d'achat d'actions ordinaires, les billets de premier rang et tout titre dérivé lié aux valeurs mobilières de la Société. Cette politique s'applique également à toute transaction impliquant un droit d'acquisition ou de vente d'une valeur mobilière de la Société, ainsi qu'à toute autre transaction dépendant d'une manière ou d'une autre du prix des valeurs mobilières de la Société. Toute référence à une « négociation », à une « transaction » ou à une « opération » dans le présent document englobe tout ce qui précède.

Responsabilité individuelle

Il incombe à chaque administrateur, dirigeant et employé de s'assurer qu'il ou elle se conforme à la présente politique et que les membres de sa famille s'y conforment également. Dans tous les cas, la responsabilité de déterminer si une personne est en possession d'une information sensible non publique incombe à cette personne.

L'autorisation d'effectuer une transaction ou toute autre action de la Société ne constitue en aucune manière un avis juridique et n'exonère pas une personne de sa responsabilité en cas de délit d'initié.

Définition d'une information non publique sensible

Vous devez vous demander si une information concernant un aspect quelconque de l'activité, des opérations, de la situation financière, des valeurs mobilières ou des perspectives de la société est importante. À moins que l'information n'ait été incluse dans le cadre d'une divulgation publique de grande envergure, telle que dans un communiqué de presse ou dans un document déposé auprès de la SEC (Commission des valeurs mobilières des États-Unis), vous devez considérer que cette information n'est pas publique. Une information peut être considérée sensible si un investisseur raisonnable est susceptible de la considérer comme importante pour prendre la décision d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières de la Société. Une information peut être sensible même si elle ne détermine pas à elle seule la décision de l'investisseur. Il n'est pas nécessaire que l'information ait une incidence sur le cours des valeurs mobilières de la Société pour être sensible.

Les informations les plus susceptibles d'être considérées sensibles sont les suivantes :

1. les résultats financiers annuels et trimestriels et les plans de financement ;
2. les gains, les pertes ou les dépréciations significatifs ;
3. les négociations et les accords portant sur les alliances importantes, les coentreprises, les acquisitions, les cessions et les regroupements d'entreprises, ainsi que les changements de contrôle ;
4. les restructurations proposées ou envisagées, les opérations de recapitalisation, les émissions ou les rachats de valeurs mobilières, ou d'autres opérations de financement importantes ;
5. les changements dans la politique de dividendes de la Société ;
6. les informations financières internes qui s'écartent de manière significative des attentes du marché ;
7. les questions importantes liées au personnel, y compris les grèves potentielles, les négociations liées à la grève et les cessations d'emploi ou les licenciements d'employés existants, ou les changements au sein de la direction générale ;
8. l'acquisition ou la perte d'un contrat ou d'un client important ;
9. le début ou la menace d'un litige majeur impliquant la Société ou tout développement relatif à un tel litige.

Cette liste n'est pas exhaustive ; les questions doivent être adressées au bureau du chef de la direction juridique (désigné ci-après le « bureau du CDJ »).

Négociations après que l'information soit devenue publique

Une fois qu'une information sensible a été rendue publique, les personnes soumises à la présente politique doivent continuer à s'abstenir d'effectuer des opérations avec les valeurs mobilières de la Société jusqu'à ce que l'information ait été diffusée de manière appropriée et que le public investisseur ait eu le temps d'assimiler l'information. En règle générale, les informations concernant des sujets courants ou relativement simples auront été diffusées de manière appropriée et assimilées par le public investisseur, lorsqu'un ou deux jours de bourse complets se seront écoulés depuis leur publication. Lorsque des questions plus complexes sont annoncées, il peut être nécessaire d'accorder un délai supplémentaire pour permettre au public investisseur d'assimiler l'information.

Autorisation préalable des transactions requise

La Société exige que tous les administrateurs, les cadres dirigeants [les membres de la direction soumis à l'article 16 de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, telle qu'amendée (désignée ci-après l'« *Exchange Act* »)] et les autres personnes soumises aux directives de la Société en matière d'actionnariat (décrites plus loin) obtiennent l'autorisation préalable du bureau du CDJ avant de s'engager dans une transaction assujettie à la présente politique. De plus, tout employé qui pense être en possession d'informations sensibles non publiques doit consulter le bureau du CDJ avant d'effectuer des transactions. Les personnes du bureau du CDJ actuellement autorisées à accorder une autorisation préalable de négociation sont le vice-président exécutif, le chef de la direction juridique, ou le conseiller juridique général en matière de valeurs mobilières & de gouvernance et le secrétaire général.

Périodes pour effectuer des opérations et périodes d'interdiction

La Société a établi des périodes pour effectuer des opérations et des périodes d'interruption pour les administrateurs, les cadres dirigeants et les initiés désignés de la Société. Les « Initiés désignés » sont les employés qui ont été désignés comme tels aux fins de la présente politique parce qu'ils sont susceptibles d'avoir accès à des informations sensibles non publiques. Les périodes ouvertes pour effectuer des opérations sont les seules périodes pendant lesquelles ces personnes peuvent négocier des valeurs mobilières de la Société, et aucune transaction ne peut être effectuée pendant les périodes d'interruption (sauf dans le cadre d'un plan prévu par la règle 10 b 5-1, dont il est question ci-dessous). La Société a déterminé que sa période d'interruption commencera généralement à 17 heures, heure normale du Centre, le cinquième jour ouvrable du troisième mois de chaque trimestre fiscal. La Société a déterminé que sa période d'interruption se terminera généralement à 17 heures, heure normale du Centre, le deuxième jour de bourse complet suivant la publication de ses résultats trimestriels. Si la Société publie ses résultats trimestriels avant l'ouverture du marché un jour de bourse, ce jour de bourse sera le premier jour de bourse complet suivant la publication.

La Société peut également imposer des périodes d'interruption supplémentaires à d'autres moments de l'année. Bien que la Société respecte généralement les délais indiqués ci-dessus, d'autres développements ou informations non publiques peuvent amener la Société à réviser la période pour effectuer des opérations, à la fermer plus tôt ou à ne pas l'ouvrir du tout, et la Société peut ne pas être en mesure de fournir un préavis de ces changements.

Une période ouverte pour effectuer des opérations n'implique pas que vous puissiez négocier librement, sans tenir compte du fait que vous êtes ou non en possession d'informations sensibles non publiques. La Société a choisi d'interdire toute transaction pendant la période d'interruption afin d'éviter toute apparence d'une conduite répréhensible, car c'est la période pendant laquelle les Initiés désignés sont le plus susceptibles d'être en possession d'informations sensibles non publiques. Toutefois, il est possible que, même pendant une période ouverte pour effectuer des opérations, une personne soit en possession d'une information sensible qui n'a pas été rendue publique et, par conséquent, cette personne doit toujours s'abstenir de négocier jusqu'à ce que cette information ait été rendue publique.

Toutes les transactions effectuées par les administrateurs, les cadres dirigeants et les autres personnes assujetties aux directives de la Société en matière d'actionnariat, ainsi que par les membres de leur famille, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable par le bureau du CDJ, quel que soit le moment de la transaction. Il est important de garder à l'esprit que l'autorisation, lorsqu'elle est accordée, ne l'est que dans le cadre la période ouverte pour effectuer des opérations en cours, que cette période peut se terminer à tout moment, et que toutes les personnes assujetties aux directives de la Société en matière d'actionnariat sont responsables de leur propre respect de ces directives.

Les Initiés désignés qui ne sont pas assujettis aux directives de la Société en matière d'actionnariat ne sont pas tenus d'obtenir l'autorisation préalable du bureau du CDJ pour négocier des valeurs mobilières de la Société pendant une période de négociation ouverte, mais tous les Initiés désignés sont responsables du respect de la présente politique, y compris des restrictions en matière de couverture et de contributions mentionnées ci-dessous. Tous les employés sont encouragés à demander conseil pour toute question susceptible de donner l'impression d'une transaction irrégulière.

Restrictions sur les opérations de couverture et de contribution

Les administrateurs et les cadres dirigeants, les Initiés désignés et chacun des membres de leur famille ne peuvent pas couvrir leur propriété de valeurs mobilières de la Société, y compris (a) en négociant des options, des bons de souscription d'actions, des options de vente et d'achat ou des instruments dérivés similaires sur toute valeur mobilière de la Société; (b) en vendant toute valeur mobilière de la Société « à découvert »; (c) en achetant des instruments financiers (tels que des contrats à terme variables prépayés, des contrats d'échange sur actions, des tunnels et des fonds de change) ou (d) en s'engageant autrement dans des transactions qui sont conçues pour ou ont pour effet de compenser toute diminution de la valeur de marché de toute valeur mobilière de la Société octroyée à titre de rémunération ou détenue, directement ou indirectement, par l'administrateur, par le cadre dirigeant ou par l'Initié désigné. Un produit dérivé est une valeur mobilière dont la valeur dépend de la performance d'un actif financier, d'un indice ou d'un autre investissement sous-jacent (les fonds communs de placement ne sont pas inclus dans cette définition). Les activités décrites dans ce paragraphe impliquent la spéculation et peuvent mettre le gain personnel de l'individu en conflit avec les meilleurs intérêts de la Société. La présente politique n'interdit pas de passer des « ordres à cours limité » (voir ci-dessous); toutefois, ces transactions restent soumises aux exigences de la présente politique en matière de fenêtre de négociation et d'autorisation préalable. Le présent paragraphe ne concerne pas l'exercice des options d'achat d'actions accordées par la Société. Bien que les personnes qui ne sont pas des administrateurs, des cadres dirigeants ou des Initiés désignés ne soient pas assujetties à l'interdiction d'opérations de couverture, il est fortement déconseillé à tous les employés d'effectuer des opérations de couverture. Les administrateurs et les cadres dirigeants, ainsi que les membres de leur famille, ne peuvent pas détenir de valeurs mobilières de la Société sur un compte d'avances ou donner des titres de la Société en garantie d'un prêt ou d'une autre obligation, car de tels arrangements pourraient entraîner la vente de valeurs mobilières de la Société à un moment où l'Initié a connaissance d'informations sensibles non publiques concernant la Société. Par conséquent, afin d'éviter tout apparence d'une conduite répréhensible, les transactions décrites dans le présent paragraphe sont interdites aux administrateurs et aux cadres dirigeants et sont fortement déconseillées à tous les autres Initiés désignés.

Cas particuliers / Certaines exceptions

Options d'achat d'actions et attributions d'actions: la présente politique ne limite pas l'octroi ou l'acquisition d'actions restreintes ou d'unités d'actions de performance attribuées dans le cadre des régimes de la Société, ni l'octroi, l'acquisition ou l'exercice d'une option d'achat d'actions attribuée dans le cadre des régimes de la Société, ou encore la retenue d'impôt sur ces attributions. La présente politique **s'applique** à toute vente d'actions effectuée dans le cadre d'une levée d'option d'achat d'actions sans décaissement avec l'aide d'un courtier ou à toute autre vente sur le marché dans le but de générer des fonds pour payer le prix d'exercice d'une option ou pour couvrir des obligations fiscales supplémentaires.

REER / Régime de retraite à participation différée aux bénéficiaires: la présente politique ne limite pas les achats de valeurs mobilières de la société ou les investissements dans le fonds d'actions de la société par le biais d'un REER ou d'un régime de retraite à participation différée aux bénéficiaires, résultant d'un choix salarial antérieur. La présente politique **s'applique** au choix d'effectuer un transfert d'argent vers ou depuis le fonds d'actions de la Société.

Régime d'achat d'actions des employés / de réinvestissement des dividendes : cette politique ne limite pas vos achats de valeurs mobilières de la Société dans le cadre du régime d'achat d'actions des employés ou d'un régime de réinvestissement des dividendes. La présente politique **s'applique** aux ventes de valeurs mobilières acquises dans le cadre du régime d'achat d'actions des employés ou d'un plan de réinvestissement des dividendes.

Cadeaux de bonne foi : les cadeaux de bonne foi ne relèvent pas la période d'interruption, mais ils sont soumis aux exigences d'autorisation préalable de la présente politique.

Plans relevant de la règle 10 b 5-1 : la règle 10 b 5-1 de l'*Exchange Act* permet aux personnes d'adopter un plan écrit contraignant pour négocier des valeurs mobilières de la Société à l'avenir. Le plan doit être adopté pendant une période ouverte et lorsque la personne n'est pas en possession d'informations non publiques sensibles. Le plan ne permet pas à la personne d'exercer une influence sur les transactions futures en exigeant d'elle qu'elle fixe le montant, le prix et/ou les dates des transactions futures, ou une formule ou un mécanisme permettant de déterminer automatiquement comment et quand effectuer les transactions. Cet outil peut s'avérer utile pour un administrateur, un cadre dirigeant ou un Initié désigné qui doit vendre des valeurs mobilières de la Société à une date fixe, qui a des attributions d'options expirant dans un avenir proche ou qui souhaite bénéficier d'une plus grande souplesse dans le calendrier de ses transactions. La Société considère les « ordres à cours limité », qui sont des ordres placés auprès d'un courtier pour exercer ou autrement acheter ou vendre des valeurs mobilières lorsque et si le cours de l'action de la Société atteint un certain prix, comme des plans valides en vertu de la règle 10 b 5-1. Toutefois, la banque ou le courtier concerné peut exiger l'utilisation d'un plan formel en vertu de la règle 10 b 5-1, en particulier pendant une période d'interruption. Tout Initié désigné qui souhaiterait envisager un tel arrangement doit d'abord en informer le bureau du CDJ.

Autres considérations relatives aux transactions sur les valeurs mobilières de la Société

Directives en matière d'actionnariat : tous les administrateurs, les cadres dirigeants, les vice-présidents de région et un nombre très limité d'autres vice-présidents de la Société sont soumis aux directives de la Société en matière d'actionnariat, telles que les périodes de détention pour les attributions d'actions dont les droits sont acquis. Toute personne assujettie aux directives en matière d'actionnariat est tenue de s'assurer que ses transactions sur les valeurs mobilières de la Société sont conformes à ces directives. Les questions sur les directives en matière d'actionnariat doivent être adressées au vice-président de la rémunération & des avantages sociaux, ou au bureau du CDJ.

Article 16 - Conformité des déclarations : la quasi-totalité des transactions effectuées sur les valeurs mobilières de la Société par les administrateurs et les cadres dirigeants, ainsi que par les membres de leur famille, doivent être déclarées auprès de la SEC au moyen d'un formulaire 4 ou 5, généralement dans un délai de deux jours ouvrables. Par conséquent, il est essentiel que les administrateurs et les cadres dirigeants respectent les exigences en matière d'autorisation préalable et communiquent pleinement leurs transactions à au bureau du CDJ.

Responsabilité en matière de profit des opérations à court terme : en vertu de l'article 16(b) de l'*Exchange Act*, les cadres dirigeants sont responsables vis-à-vis de la Société de tout profit qu'ils réalisent sur l'achat et la vente (ou la vente et l'achat) d'actions de la Société au cours d'une période de moins de six mois, à moins qu'il n'existe une exemption. Par exemple, si un dirigeant achète des actions le 30 octobre et les vend le 28 avril (un jour avant la fin de la période de six mois), il doit restituer les profits à court terme réalisés sur la transaction, à moins qu'une exemption ne s'applique. La responsabilité pour les profits réalisés à court terme est imposée de manière mécanique, sans tenir compte du fait que le dirigeant avait l'intention d'enfreindre l'article 16(b) ou qu'il a négocié sur la base d'informations privilégiées.

De nombreuses transactions **non discrétionnaires** entre la Société et ses dirigeants sont exemptées, y compris l'octroi ou l'acquisition d'actions compensatoires. Toutefois, la vente d'actions sur le marché libre pour couvrir les coûts de l'option dans le cadre d'une levée d'option d'achat d'actions sans décaissement n'est pas exemptée. De plus, les transferts de fonds discrétionnaires et les retraits en espèces du REER ou d'un régime de retraite à participation différée aux bénéficiaires sont exempts de l'obligation de réaliser des profits à court terme **uniquement s'il** s'est écoulé au moins six mois depuis le choix « en sens inverse » le plus récent.

Responsabilité de prévenir les délits d'initiés par d'autres personnes

L'article 21A de l'*Exchange Act* confère à la SEC le pouvoir d'intenter une action civile à l'encontre de toute personne « détenant le contrôle » qui a connaissance d'un délit d'initié susceptible d'être commis par une personne sous son contrôle, ou qui l'ignore délibérément, et qui ne prend pas les mesures appropriées pour empêcher que la violation ne se produise. En vertu de cet article 21A, une action civile de la SEC qui s'avère justifiée peut entraîner des peines d'amendes importantes en matière civile. De telles actions pourraient également donner lieu à des sanctions pénales à l'encontre de la personne détenant le contrôle.

La Société, ses administrateurs et ses cadres dirigeants, ainsi que certains membres du personnel d'encadrement (tels que les Initiés désignés), pourraient être considérés comme des personnes détenant le contrôle et engager leur responsabilité conformément à l'article 21A. En conséquence, il incombe à chacun des administrateurs, des cadres dirigeants et des Initiés désignés de la Société de rester attentif aux éventuelles violations de délits d'initiés commises par des personnes placées sous leur contrôle et de prendre des mesures, le cas échéant, pour prévenir de telles violations. Si un administrateur, un cadre dirigeant ou un Initié désigné a connaissance de l'éventualité d'une telle violation, il doit contacter immédiatement le chef de la direction juridique.

Exigences d'approbation

Tous les administrateurs, les cadres dirigeants et les autres personnes assujetties aux directives de la Société en matière d'actionnariat, ainsi que les membres de leur famille, doivent obtenir l'autorisation préalable de l'une des personnes suivantes avant de s'engager dans une transaction relevant de la présente politique :

- vice-président exécutif & chef de la direction juridique ;
- conseiller juridique général en matière de valeurs mobilières & de gouvernance et secrétaire général.

Approbation des dérogations

Les dérogations à cette politique doivent être obtenues auprès du propriétaire de la politique. Les dérogations doivent être demandées à l'aide du [formulaire d'approbation de dérogation](#).